agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/MALI - Appel de l'Evêque de Mopti en faveur des évacués - amélioration de la situation mais la crise n'est pas achevée

Bamako (Agence Fides) – « La situation s'améliore peu à peu mais la crise n'est pas achevée » déclare à l'Agence Fides le Père Edmond Dembele, Secrétaire de la Conférence épiscopale du Mali. « On perçoit en particulier une amélioration des conditions de sécurité dans les grandes villes du nord qui ont été libérées des groupes djihadistes, ce qui est par ailleurs démontré par la visite du Président français, François Hollande, à Tombouctou, où il a été accueilli avec joie par la population ».
« La crise n'est pas encore achevée » prévient cependant le Père Dembele. « Le conflit n'est pas fini et des opérations délicates doivent encore être menées pour que tout le nord soit enfin libéré ».
« Il ne faut en outre pas oublié la crise humanitaire » ajoute le prêtre. « L'exode des civils des villages du nord se poursuit tant parce qu'ils ne se sentent pas encore en sûreté que parce que les conditions de vie demeurent difficiles. Dans les zones libérées, la nourriture et l'assistance médicale manquent également. Par ailleurs, les évacués qui se trouvent dans le sud du pays ont besoin d'assistance ».
S.Exc. Mgr Georges Fonghoro, Evêque de Mopti, a lancé de son côté un appel par l'intermédiaire de l'Aide à l'Eglise en détresse (AED) : « Nous devons agir immédiatement. Les besoins de la population sont énormes ».
Selon une note parvenue à l'Agence Fides, Mgr Fonghoro a envoyé une lettre à la Fondation pontificale dans laquelle il dénonce les terribles conditions dans lesquelles se trouvent les évacués et en particulier les enfants, nombre desquels sont gravement malnutris.
L'AED a donné au Diocèse de Mopti une première contribution de 40.000 €uros afin d'assurer des vivres et des médicaments à 326 familles. « Au cours de ces derniers mois – poursuit Mgr Fonghoro – les maliens ont beaucoup souffert, en particulier dans le nord du pays. Maintenant, la situation est légèrement plus tranquille mais l'Etat d'urgence a duré plus de trois mois et nombreux sont ceux qui ont peur de retourner dans leurs villages ».
(L.M.) (Agence Fides 04/02/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it